



Distribution: Générale

Date: 2 novembre 2016

Original: Anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/8-C/5

Projets soumis au Conseil d'administration pour
approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Madagascar 200735

Réponse aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des populations touchées par des catastrophes naturelles, et renforcement de la résilience des communautés en situation d'insécurité alimentaire

	Coût (dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	17 188 709	37 239 895	54 428 603
Transferts de type monétaire et coûts connexes	5 152 812	31 284 518	36 437 330
Développement et augmentation des capacités	1 210 020	1 500 000	2 710 020
Coût total pour le PAM	30 102 427	82 096 506	112 198 933

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 82,1 millions de dollars É.-U. proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Madagascar 200735 (WFP/EB.2/2016/8-C/5).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique australe
courriel: chris.nikoi@wfp.org

M. M. Ouedraogo
Directeur de pays
courriel: moumini.ouedraogo@wfp.org

Nature de l'augmentation budgétaire

1. La sécheresse engendrée par El Niño a provoqué d'énormes pertes de récoltes dans le sud de Madagascar pendant les premières récoltes de 2016, d'où le prolongement de la période de soudure dans la région jusqu'au deuxième trimestre de l'année et une nette progression de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
2. La présente révision budgétaire, qui est la deuxième proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200735, prévoit d'augmenter de 82,1 millions de dollars le budget actuel, qui atteindra 112,2 millions de dollars. Entre novembre 2016 et mars 2017, la révision budgétaire permettra:
 - d'intensifier les opérations de secours pour venir en aide à 1,1 million de personnes dans les zones touchées par la sécheresse au plus fort de la période de soudure de 2016/2017 grâce à des distributions générales de vivres et à une assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A);
 - de donner la priorité aux activités d'urgence pour la création d'actifs dès le début de la période de soudure pour les populations en situation d'insécurité alimentaire modérée et de suspendre les activités de renforcement de la résilience à long terme dans les zones frappées par la sécheresse;
 - d'étendre le traitement de la malnutrition aiguë modérée aux régions touchées par la sécheresse et de distribuer une "ration de protection" aux familles dont les membres souffrent de malnutrition aiguë modérée dans les communautés ne bénéficiant pas des distributions générales de vivres ou des activités 3A;
 - d'étendre la prévention de la malnutrition aiguë aux zones touchées.
3. Les autres activités de l'IPSR, y compris celles menées dans les zones exposées aux cyclones et aux inondations, resteront inchangées.

Justification de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

4. Depuis janvier 2015, le PAM met en œuvre l'IPSR 200735 en assurant:
 - des distributions générales de vivres pour les populations frappées par des catastrophes soudaines comme les inondations et les cyclones, suivies par des activités 3A de courte durée destinées à reconstituer les actifs vitaux afin de satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels immédiats¹;
 - un traitement de la malnutrition aiguë modérée lorsque le taux de malnutrition aiguë globale dépasse 10 pour cent;
 - des activités 3A sur plusieurs années² afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire qui sont victimes de chocs répétés;
 - une assistance technique pour accroître la capacité du Gouvernement, des partenaires du PAM et des communautés de se préparer aux situations d'urgence, de suivre leur évolution, de les détecter et d'y faire face.

¹ Le PAM assure pendant 15 jours une distribution générale de vivres, puis pendant 30 jours, des activités d'urgence 3A dans les zones exposées aux cyclones et aux inondations. Les ménages qui ne comptent aucun membre apte au travail continuent de bénéficier de la distribution générale de vivres au-delà de la période initiale de 15 jours.

² Les activités 3A sont conçues et mises en œuvre en adoptant des approches participatives qui permettent aux femmes de définir leurs priorités et leurs besoins; et reposent sur l'approche à trois niveaux.

5. L'IPSR 200735 est complétée par le programme de pays Madagascar 200733, qui fait partie de l'action globale menée face au phénomène El Niño dans le pays. Le programme d'alimentation scolaire couvre près de la moitié de toutes les écoles primaires publiques dans les districts ciblés par l'IPSR et peut être renforcé si la situation se détériore.
6. L'IPSR est conforme à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et à la stratégie régionale d'exécution pour l'Afrique australe. Elle contribue aux Objectifs stratégiques 1 et 3, à l'initiative Défi Faim zéro, ainsi qu'aux objectifs de développement durable 2, 5 et 17.

Conclusion et recommandations de la réévaluation

7. Depuis le début de la campagne agricole de 2015/2016, les régions d'Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana dans le sud de Madagascar enregistrent d'importants déficits pluviométriques liés aux manifestations sans précédents du phénomène El Niño. De nombreux ménages pauvres et vulnérables ont dû adopter des stratégies de survie néfastes pendant de longues périodes, ce qui a érodé les moyens d'existence et entraîné l'épuisement progressif d'actifs essentiels, avec des effets préjudiciables pour la production de la prochaine saison agricole³.
8. Selon les projections établies au titre de la classification intégrée par phases pour la période allant d'octobre 2016 à mars 2017, 333 343 personnes relèvent de la phase 4 (crise) dans les districts de Tsihombe, de Beloha et d'Amboasary Sud, et 515 316 de la phase 3 (urgence) dans les districts de Betioky, de Bekily, d'Ambovombe et d'Ampanihy. En outre, 528 498 personnes sont classées en phase 2 (situation limite), parmi lesquelles 306 240 (soit 32 pour cent) ont besoin d'une aide pour ne pas glisser dans la phase 3. Ces résultats cadrent avec ceux présentés à l'issue de la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en juillet 2016. Les intervenants humanitaires visent à aider 1,2 million de personnes en difficulté⁴. Parmi les ménages en situation d'insécurité alimentaire, on estime à 28 pour cent les ménages qui sont dirigés par des femmes, parmi lesquels 48 pour cent sont exposés à une insécurité alimentaire grave³.
9. Il s'agit de la troisième année consécutive de mauvaises récoltes à Madagascar. La récolte principale en mai et juin 2016 a été largement insuffisante dans les districts du sud, avec des pertes pour les cultures de base comme le maïs et le manioc s'élevant jusqu'à 95 pour cent. Les réserves alimentaires de la plupart des ménages n'ont pas duré plus d'un mois après les récoltes et la période de soudure a commencé bien plus tôt que la normale. La disponibilité réduite de maïs et d'autres produits alimentaires a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires.
10. L'évaluation "rapide" des marchés offrira un aperçu macroéconomique ainsi qu'une analyse de l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires dans le sud du pays. Elle sera suivie d'une évaluation approfondie des marchés en vue de fournir des données plus détaillées. Compte tenu de son recours croissant à l'assistance de type monétaire et sur la base des récents résultats du suivi effectué après les distributions, le PAM sensibilisera les hommes à l'importance de la prise de décisions par les femmes quant à l'utilisation des espèces. La programmation des moyens d'existence saisonniers a été utilisée pour comprendre les effets de la sécheresse sur les modes de subsistance et orienter les actions à mener à l'échelle locale.

³ Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire, juillet 2016.

⁴ Les organisations non gouvernementales viendront en aide à 110 210 personnes touchées et le programme de filets de sécurité du Gouvernement en aidera 56 250 à compter de novembre comme cela est exposé dans le plan d'intervention des pouvoirs publics pour faire face à la sécheresse.

11. La détérioration de la sécurité alimentaire des ménages a eu des conséquences sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans; le taux moyen de malnutrition aiguë globale était de 8 pour cent pour cette tranche d'âge en février 2016. Dans les districts de Tsihombe, de Bekily et d'Amboasary, ce taux dépasse le seuil critique de 10 pour cent dans plusieurs communes. Le district de Tsihombe est le plus gravement frappé avec un taux de malnutrition aiguë globale de 14 pour cent. Au cours d'une année normale, la malnutrition aiguë chute durant la période qui suit les récoltes d'avril à octobre. Néanmoins, en raison de la sécheresse provoquée par El Niño, le suivi régulier révèle une tendance anormale: le taux d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 2 ans a augmenté de 27 à 31 pour cent, et les districts de Tsihombe et de Bekily ont enregistré une hausse de 5 à 10 pour cent en six mois.
12. Pour donner suite aux résultats de l'évaluation, l'équipe de pays pour l'action humanitaire a mobilisé les intervenants humanitaires afin de fournir une assistance immédiate en matière de sécurité alimentaire, nutrition, santé, eau, assainissement et hygiène dans les régions touchées.

Finalité de l'augmentation budgétaire

13. Compte tenu de la détérioration significative de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sud du pays frappé par la sécheresse, la présente révision budgétaire donnera la priorité aux activités de secours destinées à sauver des vies plutôt qu'aux activités de renforcement de la résilience à plus long terme initialement prévues. La composante secours sera amplifiée, le nombre des bénéficiaires passant de 82 500 à environ 1,1 million pendant la période de soudure (novembre à mars) dans neuf des districts les plus touchés par la sécheresse. À mesure que les perspectives se préciseront pour les prochaines récoltes, le PAM pourra procéder à une nouvelle révision budgétaire afin de moduler ses activités.
14. Des distributions générales de vivres s'adresseront à 1,1 million de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave. Des activités d'urgence 3A⁵ à faible technicité et à faible risque seront proposées à 130 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée pendant la période de soudure⁶. La stratégie d'intervention tient compte de la diversité des besoins et de la disponibilité de la main-d'œuvre d'une région à l'autre. En consultation avec d'autres membres du module de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les secours du PAM cibleront les communes qui enregistrent les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire grave et de malnutrition sévère selon le périmètre brachial. Les bénéficiaires seront sélectionnés sur la base d'une approche communautaire participative qui comprend des activités de sensibilisation et la création de comités à l'échelle de la communauté pour le ciblage, les plaintes et le retour d'information.
15. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée ciblera 95 600 enfants. Dans les communautés où il est mis en place sans distributions générales de vivres ou activités 3A, les familles des enfants traités recevront une ration alimentaire de "protection" correspondant à l'assortiment alimentaire des distributions générales de vivres, afin de prévenir le risque de partage au sein de la famille des suppléments nutritionnels prêts à consommer. Étant donné la progression de la malnutrition aiguë constatée lors du dépistage, le programme de traitement mis en place par le PAM sera couplé au programme de traitement de la malnutrition aiguë sévère du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les enfants sortant du programme de l'UNICEF seront automatiquement pris en charge par le programme de traitement du PAM. Le PAM viendra également en aide à 70 000 enfants de moins de 2 ans et à 50 000 femmes enceintes et mères allaitantes pour prévenir la malnutrition aiguë, en complément des distributions générales de vivres. Après la période de soudure, des efforts seront déployés afin que les enfants pris en charge pour le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë soient inscrits dans un programme de prévention du retard de croissance exécuté dans le cadre du programme de pays.

⁵ Selon les prévisions pour la prochaine campagne agricole, les activités 3A pourront être réorientées de l'urgence au redressement accéléré ou au renforcement de la résilience en 2017.

⁶ Les distributions générales de vivres et les activités d'urgence 3A seront assurées dans différentes localités en fonction de la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En prévision des récoltes, en février et mars, l'assistance passera des distributions générales de vivres à des activités d'urgence 3A dans les régions où l'insécurité alimentaire est modérée.

16. Chaque fois que possible, l'appui nutritionnel et les activités de secours seront couplés afin d'optimiser les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les bénéficiaires recevront des informations sur la nutrition, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que des indications pour trouver les centres de traitement de la malnutrition aiguë modérée les plus proches. Des démonstrations destinées aux bénéficiaires des deux sexes leur enseigneront comment préparer les aliments afin que les hommes aussi bien que les femmes s'intéressent activement à la nutrition du ménage. Le PAM travaille en collaboration avec ses partenaires et les communautés touchées pour encourager la participation des femmes et des filles sur un pied d'égalité à la prise de décisions. Un plan d'action pour l'égalité des sexes et une analyse contextuelle sensible à la problématique hommes-femmes sont en cours d'élaboration.
17. Le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont mis au point un plan d'intervention conjoint pour réduire les déficits de consommation alimentaire et reconstituer les moyens d'existence. La FAO se concentrera sur le soutien à l'agriculture et aux moyens d'existence, notamment en fournissant des semences, du matériel végétal, des outils, des aliments pour animaux et des traitements vermifuges pour le bétail. Les interventions du PAM cibleront, autant que possible, les mêmes ménages que ceux bénéficiant du soutien aux moyens d'existence apporté par la FAO.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
ACTION À MENER DANS LES ZONES SUJETTES AUX CYCLONES ET AUX INONDATIONS										
Distribution générale de vivres et activités 3A – vivres	Toutes	37 000	38 000	75 000	–	–	–	37 000	38 000	75 000
Distribution générale de vivres et activités 3A – transferts de type monétaire	Toutes	3 500	4 000	7 500	–	–	–	3 500	4 000	7 500
Activités 3A, redressement accéléré – vivres	Toutes	39 000	40 000	79 000	–	–	–	39 000	40 000	79 000
Activités 3A, redressement accéléré – transferts de type monétaire	Toutes	9 000	9 500	18 500	–	–	–	9 000	9 500	18 500
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants de 6 à 59 mois	9 096	5 904	15 000	–	–	–	9 096	5 904	15 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	6 000	6 000	–	–	–	–	6 000	6 000
	Protection des ménages	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prévention de la malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 23 mois	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Renforcement de la résilience*										
Activités 3A – vivres	Toutes	20 814	21 376	42 190	–	–	–	20 814	21 376	42 190
Activités 3A – espèces	Toutes	12 087	12 413	24 500	–	–	–	12 087	12 413	24 500
ACTION À MENER DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LA SÉCHERESSE**										
Distribution générale de vivres – vivres	Toutes	–	–	–	310 203	318 587	628 790	310 203	318 587	628 790
Distribution générale de vivres – transferts de type monétaire	Toutes	–	–	–	177 333	202 667	380 000	177 333	202 667	380 000
Activités d'urgence 3A – vivres	Toutes	–	–	–	63 684	65 316	129 000	63 684	65 316	129 000
Activités d'urgence 3A – transferts de type monétaire	Toutes	–	–	–	63 243	66 757	130 000	63 243	66 757	130 000

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants de 6 à 59 mois	–	–	–	57 972	37 628	95 600	57 972	37 628	95 600
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Protection des ménages	–	–	–	235 813	242 187	478 000	235 813	242 187	478 000
Prévention de la malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 23 mois	9 096	5 904	15 000	42 448	27 552	70 000	51 544	33 456	85 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	8 000	8 000	–	50 000	50 000	–	58 000	58 000
Renforcement de la résilience***										
Activités 3A – vivres	Toutes	62 436	64 124	126 560	–	–	–	62 436	64 124	126 560
Activités 3A – transferts de type monétaire	Toutes	15 663	16 087	31 750	–	–	–	15 663	16 087	31 750
Nombre total de bénéficiaires		217 692	231 308	449 000	950 696	1 010 694	1 961 390	1 168 388	1 242 002	2 410 390
Nombre total de bénéficiaires après ajustement (hors chevauchement)		217 692	231 308	449 000	539 389	567 401	1 106 790	757 081	798 709	1 555 790

* Les activités de renforcement de la résilience sur plusieurs années se poursuivront à la même échelle dans les zones touchées par les cyclones et les inondations.

** Les distributions générales de vivres et les activités d'urgence 3A seront assurées dans diverses localités selon la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En prévision des récoltes, en février et mars l'assistance passera des distributions générales de vivres à des activités d'urgence 3A dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire modérée.

*** Les activités de renforcement de la résilience sur plusieurs années pour les populations victimes de la sécheresse seront suspendues pendant la période de soudure, durant laquelle les activités de secours seront prioritaires.

18. Des espèces seront distribuées par téléphonie mobile dans les régions où les marchés fonctionnent, sur la base des données gouvernementales et du système mobile d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. L'analyse de la valeur Oméga effectuée dans quatre districts⁷ a donné des résultats inférieurs à 1, ce qui démontre que les transferts de type monétaire sont plus efficaces que l'assistance en nature dans ces régions. Le PAM a fait appel à un prestataire de services mobiles et son expérience avec ce système de distribution a été positive. Les résultats des évaluations des marchés orienteront tout changement susceptible d'être apporté aux régions cibles et au nombre de bénéficiaires pour les transferts de type monétaire.
19. La présente révision budgétaire ne modifie pas les rations alimentaires. Les types de céréales fournies pourront varier selon les contributions en nature reçues, mais la composition et la valeur nutritionnelle demeureront inchangées.
20. Les points de distribution seront situés dans des endroits sûrs à proximité des communautés aidées afin de garantir la sécurité des bénéficiaires. Les évaluations après distribution et les outils de suivi ont été conçus de manière à assurer la prise en compte des disparités entre les sexes.

Besoins en produits alimentaires

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR ACTIVITÉ* (grammes/personne/jour)								
	Distribution générale de vivres – vivres	Activités d'urgence 3A – vivres	Distribution générale de vivres – transferts de type monétaire	Activités d'urgence 3A – transferts de type monétaire	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Supplémentation alimentaire généralisée – enfants	Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes
					Enfants de moins de 5 ans	Ration de protection des ménages	Vivres	Vivres
Céréales	400	400	–	–	–	400	–	–
Légumes secs	60	60	–	–	–	60	–	–
Huile végétale	35	–	–	–	–	35	–	–
SuperCereal	–	–	–	–	–	–	–	200
Plumpy'Sup	–	–	–	–	100	–	–	–
Plumpy'Doz	–	–	–	–	–	–	46	–
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	–	–	0,4**	0,26***	–	–	–	–
TOTAL	495	460	–	–	100	495	460	–
Total kcal/jour	1 954	1 645	–	–	543	1 954	1 645	–
% de kcal d'origine protéique	10,4	12,3	–	–	–	10,4	–	–
% de kcal d'origine lipidique	22,9	22,9	–	–	–	22,9	8,1	–
Nombre de jours d'alimentation par an (2016)	90		90	60	90	90	90	90
Nombre de jours d'alimentation par an (2017)	90	40	90	60	120	120	90	90

* Produits alimentaires nécessaires pour l'intervention de secours dans les régions touchées par la sécheresse uniquement dans le sud du pays.

** La valeur des transferts est fondée sur les préférences locales et les aliments nutritifs disponibles sur les marchés locaux.

*** La valeur des transferts correspond au salaire minimum et est harmonisée avec les transferts des autres intervenants par les autorités nationales de gestion des catastrophes. La somme journalière de 0,26 dollar est la valeur de la ration alimentaire 3A afin d'atténuer les effets de l'inflation ou de la variation saisonnière des prix des denrées alimentaires.

⁷ Les valeurs Oméga s'établissent comme suit: 0,61 à Bekily; 0,64 à Ambovombe; 0,65 à Tsihombe; et 0,64 à Beloha.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR ACTIVITÉ				
Activité	Produits alimentaires/ Transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>) Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Besoins actuels	Augmentation	Total après révision
Intervention d'urgence	Vivres	2 867	42 606	45 473
	Transferts de type monétaire	360 000	24 264 000	24 624 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Vivres	223	17 273	17 496
Prévention de la malnutrition aiguë	Vivres	222	2 380	2 602
Renforcement de la résilience	Vivres	25 539	(7 219)	18 320
	Transferts de type monétaire	3 334 500	–	3 334 500
TOTAL	Vivres	28 851	55 039	83 890
	Transferts de type monétaire	3 694 500	24 264 000	27 958 500

Évaluation des risques et planification des mesures de préparation

21. En prévision de la présente révision budgétaire, des moyens d'intervention immédiate sont mis sur pied, en adaptant les profils et les compétences du personnel à l'action à mener, et en particulier en augmentant la capacité logistique dans le sud du pays. Le PAM s'efforcera d'obtenir des ressources supplémentaires au moyen d'appels, de communiqués de presse, de réunions de donateurs et de demandes de préfinancement.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET/DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	41 713	13 418 609	
Légumes secs	6 257	3 411 569	
Huile et matières grasses	4 019	3 655 182	
Aliments composés et mélanges	3 050	4 278 033	
Total, produits alimentaires	55 039	24 763 392	
Transport extérieur		3 908 697	
Transport terrestre, entreposage et manutention		6 302 332	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		2 265 474	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		37 239 895	
Transferts de type monétaire		24 264 000	
Coûts connexes		7 020 518	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			31 284 518
Développement et augmentation des capacités			1 500 000
Coûts opérationnels directs			70 024 413
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			6 701 294
Total des coûts directs du projet			76 725 707
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			5 370 799
COÛT TOTAL POUR LE PAM			82 096 506

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

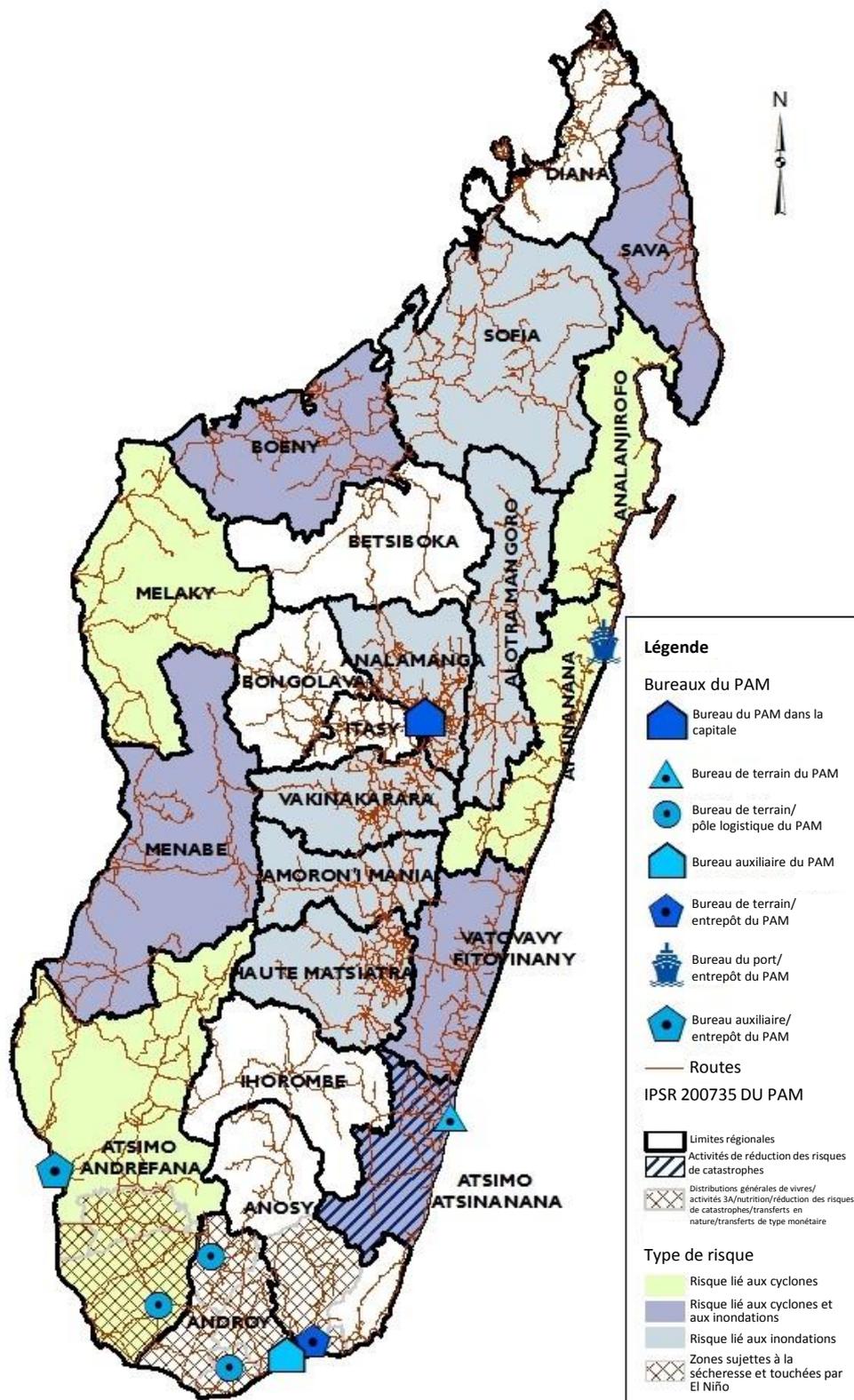
³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 015 621
Agents des services généraux	619 391
Prime de danger et indemnités locales	72 000
Total partiel	1 707 012
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	1 719 053
Sécurité	271 063
Voyages et transport	1 395 470
Études préalables, évaluations et suivi	341 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 701 294

ANNEXE II

IPSR Madagascar 200735 Zones d'intervention et cartographie des risques (2016/2017)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance